

1 OCTOBRE 2015

AG/11697

Assemblée générale: méfiance d'Israël face à l'accord sur le nucléaire iranien et détermination de l'Afrique à relever les défis de la paix

Soixante-dixième session,
22e & 23e séances plénières, matin, après-midi

- **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

COUVERTURE DES RÉUNIONS

Au quatrième jour du débat général, le Premier Ministre israélien n'a pas caché ses doutes quant à une mise en œuvre effective de l'accord sur le programme nucléaire iranien. En tout, l'Assemblée générale a entendu aujourd'hui une quarantaine de chefs d'État, de premiers ministres et de ministres dont certains ont évoqué leurs efforts pour consolider la paix et le développement, malgré la persistance de l'insécurité, notamment en Afrique.

Le Premier Ministre d'Israël a pris le contrepied de la majorité des délégations en se montrant dubitatif face au « Plan d'action conjoint sur le programme nucléaire iranien » signé le 14 juillet dernier à Vienne, après 14 années de négociations, entre l'Iran et le « P 5+1 » - Chine, États-Unis, Fédération de Russie, France, Royaume-Uni et Allemagne. Pendant trois jours, a dit le responsable israélien, j'ai entendu les dirigeants du monde se féliciter de l'accord et je me dois de leur dire de laisser leur enthousiasme à la porte. Il a dénoncé un accord « qui va permettre à l'Iran de gagner des milliards de dollars, sans rendre la paix plus plausible » et accusé les autorités iraniennes de fournir des armes au « régime brutal d'Assad », aux Houthis et au Hezbollah. « Imaginez ce que l'Iran fera une fois que les sanctions seront levées ». Si l'Iran veut être traité comme un pays normal, qu'il agisse comme un pays normal et pas comme une théocratie cherchant à conquérir ses voisins et à détruire Israël, a dit le Premier Ministre en prévenant que la plus grande menace est « un Islam militant doté de l'arme nucléaire ».

Le Chef du Gouvernement israélien s'est par ailleurs dit prêt à reprendre immédiatement des négociations directes avec l'Autorité palestinienne sans condition préalable. Mais « comment faire la paix avec un partenaire qui refuse de venir à la table de négociations? » s'est-il demandé même s'il a dit comprendre « la position difficile » du Président Mahmoud Abbas. Fier que

l'accord sur le nucléaire iranien soit intervenu pendant la présidence néo-zélandaise du Conseil de sécurité, le Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande a qualifié d'« invivable » le statu quo actuel dans le processus de paix au Moyen-Orient. Nous ne pouvons laisser la situation sur le terrain nous dicter notre action si notre action peut précisément contribuer à faire avancer les choses, a-t-il dit avant de se livrer à une critique en règle du fonctionnement du Conseil de sécurité.

Il l'a traité d'institution qui connaît des échecs et qui ne doit pas devenir « une institution en échec ». Le problème, a-t-il dit avoir constaté, est en partie « structurel » à cause du droit de veto qui crée « un déséquilibre extraordinaire », exacerbé par la pratique des négociations à cinq avant d'impliquer les 10 membres non permanents et celle de tout arrêter dès qu'un membre permanent n'est pas d'accord. Le problème est aussi en partie « comportemental »: les membres permanents sont habitués à exercer le pouvoir et ils y tiennent.

Occupant une très grande partie de l'agenda du Conseil de sécurité, l'Afrique, a déclaré le Ministre des affaires étrangères du Tchad, est sans conteste l'un des épicycles des conflits armés, du terrorisme et de la migration. Néanmoins, au titre des avancées, il a mentionné la Force mixte multinationale mise sur pied par les pays de la Commission du bassin du lac Tchad pour mettre fin aux exactions de Boko Haram. Il a dit attendre des Nations Unies qu'elles apportent un soutien matériel, financier et logistique à la Force.

Un appel similaire a été lancé par le Premier Ministre somalien qui, annonçant la « nouvelle » Somalie qui s'efforce de « sortir des ténèbres », a demandé une aide pour les soldats somaliens « sous-payés, mal-nourris et mal équipés ». Le Deuxième Vice-Président du Burundi a considéré que le processus électoral récent avait été « une grande réussite » malgré les contestations violentes. Il a annoncé la mise en place de la Commission nationale de dialogue interburundais. En dépit de l'Accord de paix du 26 août dernier, le Vice-Président du Soudan du Sud a reconnu que le cessez-le-feu n'était pas respecté dans toutes les régions du pays, ce qu'il a attribué « principalement à l'absence d'un mécanisme conjoint de surveillance et de vérification » sur le terrain.

Ailleurs, les progrès en Haïti ont été rendus possibles grâce, « en partie », au soutien de la Mission de l'ONU, qui est en voie de s'adapter à un contexte nouveau, a reconnu le Président haïtien, en souhaitant que la Mission poursuive son retrait de manière « progressive et ordonnée ». En République démocratique du Congo (RDC), après la défaite du M23 et la reddition de plusieurs groupes rebelles, la volonté est de consolider la paix retrouvée et de revenir à une vie normale, a déclaré son Ministre des affaires étrangères qui a appelé à « repenser » la présence onusienne et à réduire les effectifs de la MONUSCO.

Plus gros fournisseur de contingent des Casques bleus, avec un total de 180 000 personnes déployées depuis la première opération, dont 8 000 aujourd'hui, l'Inde a, par la voix de sa Ministre des affaires étrangères, répondu au Premier Ministre du Pakistan, qui s'est exprimé hier: s'agissant du Jammu-et-Cachemire, l'Inde n'a pas besoin d'une initiative de paix en quatre points, mais d'une seule, à savoir renoncer au terrorisme et discuter.

Le Premier Ministre grec, qui a fustigé l'imposition de politiques d'austérité au détriment de la croissance économique, a comme plusieurs dirigeants, enchaîné sur une autre crise européenne, celle des migrants. « Nous avons besoin d'une solution européenne! » s'est écrié le Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne, qui, depuis le début de l'année, a accueilli 600 000 réfugiés. Nous devons être guidés par les principes d'humanité et de solidarité », a affirmé le Président du Monténégro, ajoutant que les capacités de chaque État de recevoir des migrants et de leur prêter assistance devaient être prises en considération.

Un appui inattendu lui est venu du Vice-Président du Botswana qui a estimé qu'il est « injuste » de blâmer les pays européens. « La solution ne pouvant être l'imposition de quotas obligatoires », le Vice-Président a préconisé la création d'un fonds spécial placé sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), que l'Europe ou idéalement la communauté internationale financerait en fonction du principe selon lequel « le pays qui accepterait le plus grand nombre de réfugiés aurait le plus grand appui du fonds et ses contributions au dit fonds diminueraient en proportion ».

L'Assemblée générale poursuivra son débat général demain, vendredi 2 octobre, à partir de 9 heures.

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION ([A/70/1](#))

Suite du débat général

M. DRAGAN ČOVIĆ, Président de la Bosnie-Herzégovine, a salué l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui « ne doit pas rester une utopie ». Le soixante-dixième anniversaire de l'ONU doit être aussi l'occasion d'évaluer les progrès individuels et collectifs réalisés dans les objectifs de la Charte. La crise en Syrie, qui était « jusqu'à hier » une crise du Moyen-Orient, est aujourd'hui aux portes de l'Europe et la Bosnie-Herzégovine voit tous les jours arriver des vagues de réfugiés. C'est bien la preuve de l'interconnexion du monde. Mais, a prévenu le Président, ces vagues de réfugiés sont un fardeau beaucoup plus lourd que ce que peuvent le supporter la majorité des pays où elles se jettent. La solidarité humaine et l'empathie sont mises à l'épreuve, des solutions efficaces sont attendues d'urgence. La Bosnie-Herzégovine, a affirmé le Président, appuie les efforts de l'ONU pour trouver une solution politique en Syrie, conforme au Communiqué de Genève.

« Le terrorisme et l'extrémisme violent sont l'une des plus graves menaces pour l'humanité », a poursuivi le Président, en appelant à la pleine mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et en soulignant l'urgence qu'il y a à améliorer les capacités des pays dans ce domaine. La Bosnie-Herzégovine, a rappelé le Président, est membre de la Coalition internationale contre l'État islamique et un des pays qui offre un appui matériel à l'Iraq. En tant que Présidente du Conseil de l'Europe, la Bosnie-Herzégovine veille à la mise en œuvre des mesures prises pour la lutte contre le terrorisme, dont le Protocole à la Convention pour la prévention du terrorisme est « un pas important ». Le Président a d'ailleurs insisté sur l'article 7 dudit Protocole qui offre un cadre d'échange d'informations et a exhorté chaque pays à nommer un point focal qui travaillerait 24 heures sur 24 et sept jours par semaine.

Estimant que les actions militaires n'apportent que des succès à court terme dans la lutte contre le terrorisme, il a voulu qu'elles soient accompagnées d'une stratégie globale pour remédier aux causes profondes de l'extrémisme violent et du terrorisme, comme la pauvreté et les inégalités, le manque d'accès à l'éducation et à l'emploi. De la même manière, éliminer les préjugés et la xénophobie dans les sociétés et les communautés demeure essentiel pour stopper la propagation de l'extrémisme violent.

Il y a 20 ans nous avons obtenu une paix tant attendue et aujourd'hui nous travaillons à des réformes pour améliorer la situation socioéconomique et l'état de droit, a expliqué le Président qui a ajouté que son pays s'attache aussi à honorer ses obligations en vertu de l'Accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne qui est entré en vigueur, il y a quatre mois.

L'expérience de la Bosnie-Herzégovine et les leçons qu'elle a tirées de son pays peuvent contribuer à relever de nombreux défis régionaux et internationaux. C'est dans ce sens, a expliqué le Président, que le pays a présenté sa candidature au Conseil économique et social (ECOSOC) pour la période 2017-2019. Ayant vécu les conséquences des changements climatiques avec les inondations dévastatrices de l'année dernière, la Bosnie-Herzégovine, a conclu le Président, attend beaucoup de la Conférence de Paris sur le climat, prévue en décembre.

M. MICHEL JOSEPH MARTELLY, Président d'Haïti, a estimé que le 9 août dernier, une étape importante avait été franchie dans la consolidation de la démocratie. Un Conseil électoral indépendant, choisi par la société civile, a démarré le processus électoral qui doit aboutir, avant la fin de cette année, à la tenue des élections présidentielles, législatives, municipales et territoriales. Il y a un an, a-t-il rappelé, dans son rapport au Conseil de sécurité sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), le Secrétaire général signalait que la tenue d'élections inclusives était « essentielle pour la consolidation de la démocratie et de l'état de droit et la promotion du développement, condition nécessaire à l'amélioration des conditions de vie de la population haïtienne et à la réalisation d'une stabilité durable ».

Affirmant que son pays est sur la bonne voie, le Président haïtien a souligné que le succès des élections sera un indicateur important de la bonne performance et de la réussite de la MINUSTAH. Sous mon Administration, a-t-il poursuivi, des progrès significatifs ont été accomplis depuis quatre ans: la démocratie s'est consolidée, les institutions garantes de l'état de droit se sont affermies, la situation sur le plan de la sécurité s'est nettement améliorée, et les droits de l'homme ont été promus et respectés. « Jamais le nombre de Conventions internationales ratifiées par le pays, portant sur la protection des droits de l'homme, des droits de l'enfant, des femmes et des personnes vulnérables, n'a été aussi élevé », a poursuivi le Chef d'État.

La pauvreté a reculé, l'investissement direct étranger a connu une nette expansion et après des décennies de stagnation, l'économie a renoué avec la croissance. Au Chapitre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), nombreux aussi sont les progrès enregistrés. Haïti a atteint, selon lui, « trois ans avant l'échéance », la cible de réduction de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans. « Grâce au programme de scolarisation universelle, gratuite et obligatoire, plus d'un million d'enfants ont pu fréquenter l'école. Des progrès ont aussi été enregistrés en ce qui concerne l'accès à l'eau potable, la baisse du taux de mortalité infantile, la réduction de la pauvreté extrême et la lutte contre l'exclusion sociale », a fait valoir le Chef d'État qui a ajouté que dans le domaine de la santé publique, le pays a remporté des succès indéniables contre le VIH/sida et le paludisme.

Ces progrès ont été rendus possibles grâce, « en partie », au soutien de la MINUSTAH qui est en voie de s'adapter à un contexte nouveau, « différent de celui qui l'a vue naître ». Prônant un plan de reconfiguration qui tient compte de l'évolution de la situation, le Président a souhaité que la Mission poursuive son retrait de manière « progressive et ordonnée ». Le désengagement et le transfert aux institutions haïtiennes des responsabilités en matière militaire, de police et de développement, devront s'effectuer selon un calendrier concerté. Ceci évitera tout vide préjudiciable à la sécurité interne et externe du pays, a-t-il jugé.

En conclusion, M. Martelly a évoqué le renforcement de la Police nationale et l'élaboration d'une nouvelle politique de défense, chantiers auxquels il a œuvré, dans le cadre d'un Livre blanc préconisant la création d'une force de défense, qui aura un rôle décisif à jouer dans le développement et la stabilisation du pays. Au moment où son mandat touche à sa fin, le Président s'est dit « heureux et fier » d'avoir œuvré et de continuer d'œuvrer à la stabilité de son pays.

Pour M. HERY RAJAONARIMAMPIANINA, Président de Madagascar, l'ONU reste une tribune où le monde est témoin d'un périple, au service de « l'Humain avec un grand H ». Si les OMD ont largement contribué à la croissance des pays, les nouveaux objectifs de développement durable marquent un nouvel engagement de la communauté internationale pour des actions

tangibles et durables au bénéfice de toute l'humanité, a-t-il poursuivi. Soulignant les menaces qui pèsent sur la sécurité mondiale, comme le terrorisme, les changements climatiques et les problèmes récurrents de pauvreté, il a estimé qu'il s'agissait d'autant de facteurs qui poussent les populations à l'exode dans l'espoir « d'un meilleur lendemain et tout simplement de vivre dans la dignité ».

L'agenda post-2015 apporte des solutions qui permettront aux gouvernements d'agir efficacement en tenant compte du fait que les ressources ne sont pas intarissables. Le capital humain est l'acteur et le bénéficiaire des objectifs de développement durable, a fait remarquer le Président pour lequel la paix et la sécurité demeurent le talon d'Achille de toutes les stratégies de développement. « C'est en épousant cette vision que Madagascar poursuit sa route vers la démocratie et la stabilité. »

Pour Madagascar, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sera un référentiel et un soutien à la réalisation de son Plan de développement national, a assuré le Président qui a mis l'accent sur la menace des changements climatiques. « Nous sommes tous soumis à une obligation de résultat face à ce fléau mondial et la COP21 à Paris sera le cadre idéal » pour en témoigner. Madagascar s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 14% et d'augmenter de 32% sa capacité d'absorption d'ici 2030. En outre, l'île applique le Cadre de Sendai sur la prévention des catastrophes et a décidé d'héberger le Centre de fusion d'Information maritime dans la zone de l'Océan indien et de l'Afrique orientale et australe, pour lutter, entre autres, contre la piraterie, le trafic et le terrorisme.

Le Président a également passé en revue les efforts de son gouvernement en matière de réduction de la mortalité maternelle, de protection sociale, de sécurité alimentaire, d'éducation et de respect des droits de l'homme. Il a annoncé, pour la première fois, que son pays allait déployer un bataillon d'infanterie dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU à l'horizon 2017.

M. PETER CHRISTIAN, Président des États fédérés de Micronésie, a évoqué les rives de nombreux atolls où il ne reste rien des plages de sable et des palmiers d'autrefois. Il a exprimé sa peur non seulement de voir s'élever le niveau de la mer, mais aussi de subir les autres effets du réchauffement climatique comme des courants plus forts et des typhons plus fréquents. On nous dit que les causes sont connues et qu'il existe des moyens de ralentir ce phénomène, a-t-il dit, en espérant que l'on passe à l'action. Je suis encouragé, a-t-il ajouté, par la tournure espérée dans les discussions sur les changements climatiques qui doivent s'accélérer et être plus sérieuses. Il a également remarqué que la question intéresse davantage les États Membres.

« Nous devons être plus cohérents dans nos actions pour conclure un accord qui permette d'atténuer la menace du naufrage des îles et de prévenir un éventuel génocide des peuples et des cultures de l'océan », a lancé M. Christian. Il a rappelé que le Parlement micronésien avait, en 1995, donné son feu vert à l'accession du pays au Protocole de Montréal qui vise à protéger la couche d'ozone. En 2009, a-t-il précisé, son pays a fait une première proposition d'amendement à ce Protocole pour réduire les hydrofluorocarbures (HFCs) qui sont de puissants gaz à effet de serre, donnant ainsi un élan qui a abouti à une réduction dans plus de 100 pays. Les parties au Protocole envisagent maintenant de se mettre d'accord sur un mandat pour négocier cette réduction, a-t-il dit.

Le Président micronésien a salué les initiatives prises dans cette voie par son homologue américain, celui-ci ayant annoncé, avec le Président de la Chine, vouloir accélérer la réduction des HFC super polluants. Il a apprécié en outre les engagements qui s'en sont suivis de la part de l'Inde et du Brésil.

L'autre stratégie des États fédérés de Micronésie, a-t-il poursuivi, c'est d'être à Paris en décembre, lors de la Conférence des États Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (COP21), pour soutenir la cause des petites îles. Il a aussi exposé l'objectif du « Micronesian Challenge » par lequel ces îles ont décidé de préserver 30% des zones côtières et 20% des zones terrestres. M. Christian a réitéré son engagement en faveur d'une paix universelle dans le monde où doivent régner l'amitié, le partenariat, la coopération et le respect.

M. FILIP VUJANOVIĆ, Président du Monténégro, a affirmé que son pays prêtait une attention particulière aux questions de discrimination et de violence et de protection des droits des enfants, des personnes en situation de handicap et des personnes homosexuelles, transsexuelles et bisexuelles. Il a rappelé que la mobilisation de toutes les ressources disponibles et l'inclusion du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les politiques nationales étaient des conditions essentielles pour assurer le succès de la mise en œuvre dudit Programme au niveau international.

Le Président du Monténégro a salué l'entrée en vigueur du Traité sur le commerce des armes et l'accord obtenu s'agissant du programme nucléaire iranien. Il a également prôné une approche visant à prévenir les violations du droit international avant de plaider pour l'inclusion d'une perspective sexospécifique dans tous les efforts de maintien et de consolidation de la paix. Le déploiement de soldats et d'officiers monténégrins dans les missions de paix internationales confirme notre volonté d'assumer des responsabilités internationales, a-t-il dit. M. Vujanović a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur du concept de responsabilité de protéger soulignant l'importance de prévenir la commission d'atrocités de masse.

« Face à l'actuelle crise migratoire, nous devons être guidés par les principes d'humanité et de solidarité », a-t-il affirmé, ajoutant que les capacités de chaque État de recevoir des migrants et de leur prêter assistance devaient être prises en considération. En conclusion, M. Vujanović a rappelé que son pays, dont la population jusqu'à une date récente était composée à un cinquième de réfugiés, comprenait le devoir de solidarité envers des personnes en danger.

M. MANUEL DOMINGOS VICENTE, Vice-Président de l'Angola, a réitéré l'engagement de son pays à prendre des mesures pour renforcer le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en notant que l'ONU doit, dans les prochains jours, s'impliquer dans trois processus importants à savoir, l'examen de la mise en œuvre de la résolution sur les femmes, la paix et la sécurité, le fonctionnement des opérations de maintien de la paix et la solidité de l'architecture de consolidation de la paix. Le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation devrait aussi donner un élan supplémentaire aux réformes visant à revitaliser le système des Nations Unies, en particulier le Conseil de sécurité, en augmentant le nombre de ses membres permanents et non permanents pour que cet organe soit plus représentatif et mieux à même de relever les défis auxquels le monde fait face. L'Angola réaffirme le droit du continent africain d'être représenté parmi les membres permanents du Conseil.

Au mois de novembre, a fait observer M. Vincente, l'Angola va célébrer le quarantième anniversaire de son indépendance dans un environnement de paix, de tolérance et de réconciliation. La création du Groupe de travail des pays du bassin du Lac Tchad et du Bénin est un exemple de la réponse collective qui mérite l'appui de la communauté internationale, a estimé le Vice-Président. La situation en République centrafricaine demeure un défi et l'Angola encourage toutes les parties à respecter les engagements pris au Forum de Bangui, condition « fondamentale » d'un processus électoral inclusif, pacifique et transparent.

Après avoir parlé du Soudan du Sud, de la Guinée-Bissau, du Sahara occidental, du conflit israélo-palestinien, de la Libye, de la Syrie et de l'Iraq, le Vice-Président a indiqué qu'en tant que Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, l'Angola s'efforce de trouver des solutions aux problèmes qui affectent la région, sur les fronts bilatéral et multilatéral.

Conscient de ses responsabilités dans un contexte international de plus en plus « fluide et complexe » et des défis sécuritaires auxquels font face les États limitrophes du golfe de Guinée, l'Angola, avec l'appui des États-Unis et de l'Italie, accueillera dans les prochains jours à Luanda une Conférence internationale sur la sécurité maritime et énergétique afin de répondre à la menace du terrorisme et de la piraterie dans le golfe de Guinée. Le Vice-Président a conclu sur la question des changements climatiques, en disant attendre de la Conférence de Paris un protocole qui régirait l'action mondiale pour protéger le système climatique. La Conférence de Paris devrait donner lieu à un nouvel accord sur des instruments visant à protéger le droit du développement et à renforcer la résilience des pays.

M. JOSÉ MARIA PEREIRA NEVES, Premier Ministre de Cabo Verde, a appelé les Nations Unies à faire le bilan des progrès réalisés en 70 ans pour pouvoir aller de l'avant avec une Organisation forte, unie et capable de faire face aux défis de la paix et de la sécurité internationales, tout en apportant des contributions concrètes à un monde plus juste, plus équitable et plus viable. À ce titre, il a mis l'accent sur la nécessité de réformer le système des Nations Unies et souhaité des négociations constructives pour revitaliser le travail de l'Assemblée générale et élargir la composition du Conseil de sécurité pour le rendre plus représentatif et plus équitable.

Le Premier Ministre a appuyé le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en soulignant que les nations les plus vulnérables ont des aspirations légitimes à un développement durable, et en particulier les petits États insulaires en développement, dont son pays fait partie. À ce titre, il a mis l'accent sur la menace des changements climatiques et a demandé que les petits États insulaires en développement fassent l'objet d'une attention particulière dans le processus des objectifs de développement durable. Compte tenu du lien intrinsèque entre développement durable et changements climatiques, il a exigé des résultats tangibles en termes de réduction des gaz à effet de serre et a souligné que l'accord qui sortira de la Conférence de Paris doit prévoir impérativement des dispositions en termes de « dégâts et pertes » et d'assistance technologique et financière « prévisible et claire » aux pays les plus vulnérables.

Le Cabo Verde est prêt à assumer sa part de responsabilité et s'est d'ores et déjà engagé à atteindre l'objectif de 100% d'énergie renouvelable. Le Premier Ministre s'est dit fier des acquis de son pays en termes de liberté, de démocratie, d'état de droit, de droits de l'homme et de dignité humaine.

Convaincu que la paix et la sécurité, associées à la stabilité politique, sont des « ingrédients essentiels et les bases de tout développement durable », le Premier Ministre s'est dit préoccupé par la prolifération des conflits dans le monde. L'une des conséquences directes de ces conflits sont les millions de réfugiés, « le plus grand défi de l'humanité » qui exige une action collective. Il a appelé à redoubler d'efforts dans la lutte commune contre l'extrémisme violent sous toutes ses formes.

Le Premier Ministre n'a pas voulu conclure sans rappeler qu'en septembre 2014, « dans un acte exemplaire de coopération régionale », sept pays d'Afrique de l'Ouest, y compris le sien, ont présenté une demande commune au Secrétaire général de l'ONU pour l'établissement des limites du plateau continental au-delà de 200 milles marin conformément à l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. En août dernier, ces pays ont eu l'occasion de faire une présentation technique à la Commission des limites du plateau continental et comptent sur une réponse favorable.

M. PAKALITHA B. MOSISILI, Premier Ministre du Lesotho, a constaté qu'en dépit des progrès considérables réalisés par l'ONU en matière de développement, le monde était toujours marqué par les inégalités, une « intolérable pauvreté » et la faim. Il a ainsi réaffirmé l'engagement de son pays à contribuer pleinement à la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable, au premier rang desquels l'objectif 3 sur la santé et le bien-être de tous à tout âge, adoptés la semaine dernière. Sur la situation politique du Lesotho, il a indiqué que les partenaires de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) reconnaissent que la réforme de la Constitution représente le premier pas vers une stabilité durable. « Nous demandons à la Communauté de rester saisie de ce processus et de nous fournir le soutien nécessaire pour le mener à bien », a ajouté M. Misisili.

S'agissant de la paix et de la sécurité internationales, il a mis l'accent sur la crise des réfugiés provoquée par la crise syrienne. « Le problème des réfugiés est une mise à l'épreuve des limites de l'Europe en termes de générosité », a-t-il jugé avant de se pencher sur le fléau du terrorisme. Pour le Premier Ministre du Lesotho, « nous pouvons frapper militairement les réseaux terroristes, mais si nous ignorons le fait que l'instabilité politique et religieuse et les autres formes d'intolérance alimentent la radicalisation, nos efforts pour supprimer cette menace seront voués à l'échec ». Par ailleurs, M. Misisili a abordé la double question de la réforme du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU. « Un Conseil de sécurité doté de la voix permanente de l'Afrique renforcerait la légitimité des décisions », a-t-il dit, estimant en outre que les résolutions de l'Assemblée générale ne pouvaient plus être de simples « recommandations à ignorer tranquillement ».

M. IRAKLI GARIBASHVILI, Premier Ministre de la Géorgie, a cité un rapport de la Banque mondiale sur la gouvernance, publié cette semaine, qui révèle les progrès réalisés par la Géorgie en matière de gouvernance. Son gouvernement, a-t-il assuré, est déterminé à renforcer l'état de droit, et la liberté des médias, et à « construire une économie moderne ». Il y a 20 ans, a-t-il rappelé, la Géorgie était un pays isolé déchiré par la guerre civile avec peu d'institutions fonctionnelles. Aujourd'hui, « nous écrivons un nouveau chapitre dans l'histoire de notre nation », a-t-il résumé.

En juin 2014, la Géorgie a signé l'Accord d'association avec l'Union européenne, s'est félicité le Premier Ministre. Un pacte social a été établi pour « récompenser le travail et l'entreprise », et offrir à la population un programme de soins de santé, tout en consolidant la démocratie et l'éducation. La Banque mondiale, a précisé M. Garibashvili, a également placé la Géorgie en quinzième place sur la liste des pays « avec lesquels il est le plus facile de faire des affaires ». En août dernier, Tbilisi, la capitale, a accueilli le Festival olympique de la jeunesse et la Super Coupe de l'Union des associations européennes de football (UEFA).

Toutefois, le Premier Ministre a regretté que la Fédération de Russie ait signé les « traités d'intégration » avec Sokhumi et Tskhinvali. « La Russie continue d'étendre illégalement son contrôle sur le territoire souverain de la Géorgie », a-t-il déploré, avant de condamner « cette annexion rampante et le mépris de la Russie pour le droit international ». Il a réitéré l'importance de la résolution annuelle de l'Assemblée générale sur « le statut des personnes déplacées dans leur propre pays et les réfugiés d'Abkhazie, Géorgie, et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud ». Depuis 2012, a souligné M. Garibashvili, la Géorgie a logé près de 10 000 familles déplacées. Il a souhaité néanmoins établir « des relations pragmatiques » avec la Fédération de Russie dans des domaines comme le commerce ou le tourisme. Appelant de ses vœux une résolution pacifique du conflit, il a assuré les peuples d'Abkhazie et d'Ossétie qu'ils partageront les fruits de la croissance économique.

Dans quelques semaines, a annoncé le Premier Ministre, Tbilisi accueillera le premier Forum de haut niveau sur la route de la soie dont la réouverture promet de renforcer les relations économiques et culturelles entre l'Asie et l'Europe. Enfin, il a rappelé l'engagement des soldats géorgiens dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU, notamment en Afghanistan, et dans le cadre des efforts de l'Union européenne en République centrafricaine.

M. ALEXIS TSIPRAS, Premier Ministre de la Grèce, a déclaré que le plus grand défi qui se pose aujourd'hui à la communauté des Nations était de nature « existentielle »: faut-il garder les mêmes recettes de l'exclusion sociale, de la fragmentation politique et de l'agression économique ou reprendre en main notre destin, avec confiance mais aussi avec la faculté d'apprendre de nos erreurs. Comme tant d'autres pays, a-t-il dit, la Grèce été frappée durement par la crise économique de 2008, en raison des faiblesses structurelles de son économie, du niveau de sa dette et de ses déficits budgétaires. « Pourtant, la recette néolibérale que nous avons été sommés, avec d'autres pays, d'appliquer, s'est soldée par un coût social dévastateur et a contribué à aggraver la crise économique et fiscale, au lieu d'y mettre fin », a tranché le Chef de Gouvernement, qui a fait état d'une perte de 25% du PNB et d'une montée en flèche du ratio dette/PNB, qui est désormais à 180%. Le taux de chômage ayant atteint les 27%, l'exode des jeunes diplômés dans le reste de l'Europe se poursuit, a déploré le dignitaire.

Face à des pays déterminés et à leur idée que la Grèce devait quitter la zone Euro et que les réformes institutionnelles et structurelles devaient être conjuguées à des mesures d'austérité et à la baisse des salaires, la Grèce, après des mois de négociations, a rappelé son Premier Ministre, a accepté un nouveau programme de stabilisation comprenant des réformes de l'administration publique, du système des pensions et des impôts. « Malheureusement, ce programme impose des mesures qui pèsent sur la société et l'économie », a-t-il regretté. Ces mesures auraient dû être évitées, a-t-il estimé. Nous devons et devons toujours lutter étape par étape pour faire valoir un agenda de la croissance plutôt qu'un agenda de l'austérité.

Cette situation doit vous être familière, a dit le Premier Ministre en regardant l'assemblée. Combien de fois depuis les années 70, les pays du monde développés et plus tard du monde en développement ont fait face aux mêmes problèmes? Ce qu'il faut, a préconisé le Premier Ministre, c'est un système économique et financier orienté vers le renforcement de stratégies nationales de croissance et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous devons discuter de la question de la restructuration de la dette et de son lien avec la croissance et pas des stratégies d'austérité.

La Grèce, a poursuivi le Chef de gouvernement tout juste réélu, est en première ligne d'une autre crise européenne, celle des migrants, 300 000 d'entre eux étant entrés depuis le début de l'année dans le pays, principalement en provenance de Syrie, d'Iran et d'Afghanistan, avec pour objectif de se rendre dans des pays d'Europe occidentale. Comme d'autres pays européens, la Grèce s'est retrouvée démunie mais elle a fait preuve de solidarité à l'égard de ces nouveaux arrivants, en coopération avec l'Union européenne et d'autres organisations internationales, a souligné M. Tsipras. « Nous ne pouvons croire que l'avenir de l'Europe et du monde soit fait de murs toujours plus haut et d'enfants qui viennent mourir à nos portes », a-t-il déclaré.

Il a aussi défendu l'idée d'établir un mécanisme onusien de réinstallation des réfugiés se trouvant dans les pays voisins de la Syrie. Pour la Grèce, un danger supplémentaire est sa situation géographique au sein d'un « triangle de déstabilisation », avec l'Ukraine au Nord et les conflits en Libye et au Moyen-Orient, au Sud-Ouest et au Sud-Est. Il a par ailleurs demandé un règlement juste, acceptable et global de la situation à Chypre, au bénéfice des communautés grecques et turques. Dans ce contexte, a ajouté le Premier Ministre, la Grèce s'emploie aussi à améliorer la coopération avec la Turquie par la promotion du dialogue et le renforcement des mesures de confiance mutuelle, a indiqué M. Tsipras.

M. BENJAMIN NETANYAHU, Premier Ministre d'Israël, a déclaré qu'après avoir entendu pendant 3 jours les dirigeants du monde se féliciter de l'accord sur le nucléaire iranien, il se doit de leur dire de laisser leur enthousiasme à la porte. Cet accord, qui va permettre à l'Iran de gagner des milliards dollars, ne rend pas la paix plus plausible. Au contraire, il sape la paix. Réfléchissez à ce qu'a fait l'Iran ces six derniers mois, notamment ses livraisons d'armes et de combattants à la Syrie où il défend le régime brutal d'Assad, a conseillé M. Netanyahu. Il a rappelé que c'est l'Iran qui arme les Houthis au Yémen et qui fournit des missiles au Hezbollah pour mener des frappes précises sur Israël. Le Chef suprême iranien aurait même déclaré vouloir vaincre sur deux fronts de la terreur, à savoir en Cisjordanie et dans le Golan. Israël continuera d'agir pour prévenir tout transfert d'armes stratégiques au Hezbollah à partir de la Syrie, a assuré le Premier Ministre qui a accusé l'Iran et le Hezbollah de semer la terreur dans les villes du monde entier, y compris à Chypre, en Jordanie et au Koweït où des cellules terroristes viennent d'être mises à jour, « trois parmi des milliers ».

Dans ce contexte, M. Netanyahu a invité l'assemblée à imaginer ce que l'Iran fera une fois que les sanctions seront levées. En 2013, le Président Rohani a entamé son « offensive de charme » ici aux Nations Unies, et, deux ans plus tard, son pays a réussi rapidement à élargir son réseau de terreur », a-t-il affirmé. Le Premier Ministre s'est indigné du fait que dans le cas de l'Iran, ce ne sont pas les actes qui parlent plus fort que les discours, lançant à la salle: ceux qui pensent que l'accord de Vienne va changer la politique iranienne devraient revoir leur position.

En tant que Chef d'un pays « qui se défend chaque jour contre la multiplication des agressions iraniennes », M. Netanyahu a dit ne pas pouvoir croire à cet accord qui impose « à juste titre » des limites au programme nucléaire de l'Iran tant qu'il ne change pas de comportement. Les limites les plus importantes de cet accord seront levées au bout de 10 ou 15 ans mais cela n'a pas de sens car, a-t-il dit, je ne crois ni à un changement de comportement ni à une modification du modus operandi de l'Iran. « Si l'Iran veut être traité comme un pays normal, qu'il agisse comme un pays normal et pas comme une théocratie à la conquête de ses pays voisins et de la destruction d'Israël. »

Le Premier Ministre a prévenu que pour l'humanité, la plus grande menace est un Islam militant doté de l'arme nucléaire. « L'accord sur le nucléaire iranien va être le certificat de mariage de cette union. » Une des leçons que l'on retient le moins de l'histoire, a-t-il poursuivi, est que les meilleures intentions n'empêchent pas les pires résultats. La majorité des Israéliens est contre cet accord, a-t-il averti, dénonçant le fait que d'ores et déjà le monde se précipite pour faire des affaires avec un Gouvernement qui dit ouvertement vouloir « annihiler Israël », comme l'explique en détail, dans son dernier livre, le Chef suprême iranien. Tenant en main le livre en question, M. Netanyahu a tenu à préciser que l'Iran n'est pas seulement un danger pour Israël. « Ses ambitions vont bien au-delà », a-t-il dit en pointant le doigt sur les missiles balistiques intercontinentaux qui ont pour seule vocation de transporter des ogives nucléaires.

« Il est difficile de s'opposer à une chose qui est saluée par les grands de ce monde », a reconnu le Premier Ministre qui, même si cela aurait été plus facile, a rejeté toute idée de se taire. « Le jour où le peuple juif restait passif face à ses ennemis génocidaires n'est plus. Nous nous sommes défendus, nous nous défendons encore et nous nous défendrons toujours. » Israël refusera toujours que l'Iran entre dans le club des puissances nucléaires, a confirmé M. Netanyahu. Il a averti l'Iran que son plan de détruire Israël échouera et a prévenu tous les pays représentés ici à l'ONU que quelles que soient les résolutions qu'ils vont adopter, Israël fera ce qu'elle doit faire pour défendre sa population.

« Si cet accord reste valide, j'espère que vous le suivrez avec un peu plus de rigueur que les six résolutions du Conseil de sécurité sur l'Iran qui ont été oubliées aujourd'hui et assurez-vous que les violations de l'Iran ne soient pas tout simplement cachées comme la poussière sous le tapis

persan. » Le Premier Ministre a estimé que la communauté internationale a une triple responsabilité: s'assurer que l'Iran respecte ses obligations nucléaires; se pencher sur ses agressions régionales et utiliser les sanctions et tous les outils à sa disposition pour « détricoter » les ambitions dangereuses de ce pays. Tout empire qui s'est attaqué au peuple juif au fil des 4 000 ans d'histoire, de Babylone au Troisième Reich, a fini par disparaître, a-t-il prévenu.

Après avoir expliqué qu'Israël était activement engagé avec d'autres États au Moyen-Orient et ailleurs pour lutter contre Daech, il a insisté sur le fait que l'Iran et Daech sont « nos ennemis communs » et qu'il faut les affaiblir tous les deux. Il a réaffirmé que, malgré les divergences sur l'accord nucléaire, les États-Unis restaient l'allié inébranlable de son pays. Les accords de paix avec l'Égypte et la Jordanie sont « la pierre angulaire de la stabilité d'Israël » qui s'engage à parvenir à la paix avec les Palestiniens également. M. Netanyahu s'est dit prêt à reprendre immédiatement les négociations directes avec l'Autorité palestinienne sans condition préalable et a regretté que le Président Abbas ne partage pas cette volonté. Espérant qu'il changera d'avis, le Premier Ministre a accusé la partie palestinienne d'avoir fait capoter un processus de paix qui a commencé il y a plus de 20 ans et malgré les meilleurs efforts de six premiers ministres israéliens.

« Comment peut-on faire la paix avec un partenaire qui refuse de venir à la table de négociations? » a-t-il demandé même s'il a dit comprendre la position difficile du Président Abbas. Mais, a-t-il souligné, « nous le devons à nos populations ». Quant au rôle des Nations Unies, M. Netanyahu les a invitées à œuvrer en faveur de la paix en soutenant des négociations directes et sans conditions entre les parties. Les Nations Unies n'y parviendront pas en essayant d'imposer des solutions et elles devraient enfin se débarrasser de cette tendance à toujours critiquer Israël, a-t-il préconisé. Au lieu de continuer à dénigrer Israël, rejoignez le plutôt dans la lutte contre le fanatisme, a-t-il lancé à la salle.

M. DATO' SRI MOHD NAJIB BIN TUN HAJI ABDUL RAZAK, Premier Ministre de la Malaisie, a noté d'emblée que les conflits et menaces qui pèsent sur le monde actuel ne connaissent pas de frontières, et a dénoncé le fait que des acteurs non étatiques, comme l'État islamique (EI), puissent menacer des États souverains. Pour lui, il n'existe pas de plus grande atteinte à l'Islam -religion de paix, de modération et de justice- que l'exploitation qu'en font ces extrémistes. À eux seuls, les moyens militaires traditionnels ne seront pas en mesure de les combattre efficacement, a poursuivi le Ministre qui a réitéré son appel à un Mouvement mondial –de toutes les religions modérées et de tous les pays- pour marginaliser les extrémistes, réoccuper le centre et définir ensemble un agenda pour la paix et le pragmatisme. Pour cela, il est essentiel de réaffirmer la « vraie nature de l'Islam » et d'admettre que « nous ne sommes pas en train de gagner la guerre de propagande lancée contre l'État islamique ». Leur discours « déformé »

n'est pas correctement contrecarré pour éviter que de jeunes induits en erreur ne rejoignent leurs rangs.

Le Premier Ministre a rappelé que l'Islam interdit sans équivoque le meurtre de civils pendant un conflit. Le dogme protège explicitement les minorités et respecte toutes les autres religions. Il incite à la recherche du savoir et met l'accent sur la justice et la compassion. Ayant fait ce rappel, le Premier Ministre a affirmé qu'il ne devrait pas y avoir de dissension entre chiites et sunnites et a lancé un appel pour combattre l'État islamique et son idéologie « perversie », en expliquant en quoi elle est non islamique et en quoi elle se moque de l'Islam.

La Malaisie a donné un nombre important d'érudits qui font précisément cela et a accueilli un Groupe international d'érudits sunnites et chiites à Kuala Lumpur dans le but de définir ce que serait « un État islamique, inscrit dans la continuité de la pensée islamique depuis 14 siècles », a précisé le Premier Ministre pour lequel l'État islamique est en violation flagrante avec la volonté divine et désacralise « notre religion par un califat auto-proclamé ». Voilà le message qu'il voudrait voir largement diffusé aux musulmans et aux non-musulmans. Il a demandé à l'« Oumma » de dire haut et fort: « Vous ne nous représentez pas ».

Le Premier Ministre a assuré que son pays combattait efficacement les extrémistes et les potentielles recrues, même si 39 Malaisiens ont rejoint l'État islamique. Après les dernières violations de la mosquée al-Aqsa, la Malaisie a lancé un appel au Gouvernement israélien pour qu'il soit à la hauteur des plus hauts principes du judaïsme et du message de la Torah qui dit que « Ce qui t'est haïssable ne le fais pas à autrui ». Le Premier Ministre s'est dit déçu que le projet de résolution sur la mise en place d'un tribunal international sur l'incident du vol MH17 n'ait pas pu passer au Conseil de sécurité à cause de la menace de veto d'un membre permanent. Il a assuré que son Gouvernement exploitera toutes les autres voies légales à sa disposition. Il a également annoncé que la Malaisie allait accueillir 3 000 réfugiés syriens sur les trois prochaines années.

M. MIROSLAV LAJČÁK, Vice-Premier Ministre de la Slovaquie, s'est félicité de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, « un programme pour une meilleure planète », qui ne concerne pas les chiffres mais qui parle du changement de notre état d'esprit. Un programme, a-t-il poursuivi, qui offre une nouvelle philosophie de la vie dans un futur viable. C'est le pilier « de la pleine intégration et de la disparité zéro ».

La sécurité mondiale n'a jamais été aussi dynamique et aussi incertaine qu'aujourd'hui, a dit le Vice-Premier Ministre, en citant la Banque mondiale qui estime qu'un cinquième de la population mondiale est affecté par l'une ou l'autre forme de violence et d'insécurité. M. Lajcak a rappelé que les personnes déplacées et les réfugiés ont atteint un nombre sans précédent de 60 millions en 2014. La crise des migrants actuelle est le défi le plus complexe auquel la communauté

internationale est confrontée. Face à elle, le Vice-Premier Ministre a plaidé pour une action « globale et systématique », une coopération étroite entre pays d'origine et de destination et une lutte contre les causes profondes de la migration que sont les conflits, l'intolérance, la violence, la pauvreté et l'absence d'une vie décente, pour ne parler que de celles-là.

Le Vice-Premier Ministre s'est félicité de ce que les deux Groupes de travail de l'ONU sur les opérations de maintien de la paix aient mis l'accent sur la prévention des conflits, l'engagement diplomatique et l'appui à la médiation. Il a aussi estimé que le dixième anniversaire de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies doit être l'occasion de gagner en efficacité et de conclure les négociations sur une convention internationale contre le terrorisme international. « Sommes-nous prêts à relever les défis du XXI^e siècle? » a demandé le Vice-Premier Ministre. Sommes-nous capables de tirer les enseignements de la réponse à Ebola qui a prouvé son efficacité?

Réformer la gestion en favorisant les technologies modernes et l'amélioration du travail et des structures, à la lumière des changements dans le monde est « crucial » pour toute organisation, en particulier pour l'ONU, a prévenu le Vice-Premier Ministre. Nous devons examiner tous les « défis existentiels » avec la même acuité et « agir, lutter et servir comme un seul homme une planète, une humanité et une destinée » grâce à une ONU plus forte, plus efficace, plus rationalisée et plus réactive. « Si l'ONU devait survivre, alors que ceux qui la représentent la renforcent, que ceux qui la défendent s'y soumettent et que ceux qui croient en elle, plaident sa cause », a conclu le Vice-Premier Ministre en citant, Norman Cousins, journaliste et universitaire américain, et lauréat de la Médaille de la paix de l'ONU en 1971.

M. FRANK-WALTER STEINMEIER, Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne, a relevé une différence majeure entre le monde d'il y a 70 ans et le monde actuel: aujourd'hui tout est « étroitement interconnecté et les frontières deviennent indistinctes ». Si le monde est bien devenu « un village », alors « nous sommes tous voisins », s'est-il exclamé.

Depuis le début de l'année, a souligné le Ministre, l'Allemagne a accueilli 600 000 réfugiés. Chaque jour, ce sont 10 000 nouveaux réfugiés qui arrivent. L'Allemagne ne peut supporter seule ce défi à long terme. « Nous avons besoin d'une solution européenne », s'est-il écrié, en comptant sur l'appui des pays voisins de la Méditerranée, notamment la Turquie. Pour résoudre le sous-financement « scandaleux » du HCR, du PAM, de l'UNRWA et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), il a dit s'être réuni avant-hier avec les États du G7 et d'autres partenaires pour porter à 1,8 milliard de dollars, dont 100 millions de la part de l'Allemagne, leurs contributions aux agences humanitaires de l'ONU.

Toutefois, les règles de bon voisinage exigent que les frontières et la souveraineté des uns et des autres soient respectées, a poursuivi M. Steinmeier. « Nous condamnons unanimement

l'annexion de la Crimée par la Russie et ses actions dans l'est de l'Ukraine », a-t-il dit. À cet égard, il a salué le rôle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dont l'Allemagne assurera la présidence en 2016, pour désamorcer le conflit.

Par ailleurs, le Ministre s'est félicité de l'accord conclu cet été entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne avec l'Iran pour faire en sorte que ce pays n'ait jamais la bombe atomique. Sur le dossier syrien, M. Steinmeier a dit qu'il fallait « mettre un terme à la dictature brutale d'Assad », stopper l'État islamique, faire taire les armes, préserver l'intégrité territoriale de la Syrie et créer les conditions pour que tous les groupes ethniques et religieux puissent vivre en paix. Il a souhaité que la Russie, au lieu de mener seule une action militaire directe en Syrie, s'engage politiquement en faveur d'une transition dans ce pays, ce qui contribuerait à surmonter l'impasse.

En conclusion, M. Steinmeier a fait remarquer que l'Allemagne appuyait la réforme du Conseil de sécurité, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui vient d'être adopté et des objectifs ambitieux pour combattre les changements climatiques.

« Les Nations Unies n'ont pas été créées pour conduire l'humanité au paradis, mais pour la sauver de l'enfer », a affirmé M. JEAN ASSELBORN, Ministre des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, citant l'ancien Secrétaire général Dag Hammarskjöld. Se félicitant de l'agrément du Programme d'action d'Addis-Abeba et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il a affirmé qu'il fallait tout faire pour aboutir lors de la Conférence sur les changements climatiques, à Paris, à un accord ambitieux et contraignant.

« Ce n'est que tous ensemble, pays d'origine, de transit et d'accueil des migrants, que nous saurons apporter une réponse au défi posé par les mouvements migratoires, dans le bassin méditerranéen, dans les Balkans et ailleurs », a-t-il dit, rappelant la décision prise récemment par l'Union européenne de relocaliser en son sein 120 000 personnes. Au-delà de la gestion de la crise, il a souligné la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des migrations et des flux de réfugiés, à savoir aux inégalités de développement, aux conflits et à la violence, à l'absence d'état de droit et à l'impunité.

Estimant que la solution au conflit syrien ne peut être que politique, le Ministre a appelé de ses vœux une transition politique, qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien, conformément au Communiqué de Genève. « Vous pouvez compter sur l'appui du Luxembourg pour contrer Daech et l'extrémisme violent », a également affirmé M. Asselborn.

Le Ministre a plaidé pour un changement de méthode afin de sauver la solution de deux États au Moyen-Orient, « l'heure n'étant plus à la répétition des démarches qui n'aboutissent à rien ». « Il faut promouvoir un nouveau format de négociation, élargir le cercle en y associant davantage les

Européens et les pays arabes, réactiver le rôle du Conseil de sécurité et fixer un délai raisonnable pour l'aboutissement des négociations », a-t-il proposé.

Jugeant que les prochaines élections régionales seront cruciales en Ukraine, il a souligné l'obligation qu'elles se tiennent dans tout le pays, « donc également dans le Donbass, sous l'autorité de la loi ukrainienne ». « À chacun de respecter les engagements souscrits dans les accords de Minsk, pleinement et entièrement. » Enfin, le Ministre des affaires étrangères du Luxembourg a encouragé tous les États Membres à soutenir le Code de conduite relatif à l'action du Conseil de sécurité contre le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre et plaidé pour une réforme du Conseil afin de le rendre plus efficace, plus transparent et plus représentatif.

Mme SUSHMA SWARAJ, Ministre des affaires étrangères de l'Inde, s'interrogeant, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de l'ONU, pour savoir si l'Organisation avait réussi à atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés, a reconnu que la réponse était positive dans certains cas, comme la prévention d'une troisième guerre mondiale, et négative dans d'autres puisque, par exemple, l'ONU n'a pas réussi à régler les nouveaux défis en matière de paix et de sécurité. Elle a remarqué que les méthodes traditionnelles qui reposent sur la force n'avaient fait qu'exacerber les problèmes.

L'Inde est le plus gros fournisseur de contingent de Casques bleus, a poursuivi la Ministre, avec un total de 180 000 personnes déployées depuis la première opération, dont 8 000 aujourd'hui. Exprimant la détermination de son Gouvernement à rester impliqué dans le maintien de la paix, elle s'est toutefois préoccupée du fait que les pays contributeurs de troupes soient écartés de la formulation de mandats qui sont souvent amendés sans consultations préalable. Elle a estimé que cela était une violation de l'Article 44 de la Charte de l'ONU.

La Ministre a insisté sur l'importance de la sécurité du personnel de maintien de la paix et du monde entier face au terrorisme. Le monde, a-t-elle exigé, doit démontrer sa tolérance zéro pour les terroristes. Elle a demandé que les pays qui soutiennent ces terroristes soient comptables de leurs actes devant la communauté internationale. Elle a appelé de ses vœux l'élaboration d'une convention générale sur le terrorisme international, rappelant que son pays avait proposé cette idée il y a déjà 19 ans.

Mme Swaraj a saisi cette occasion pour exposer les difficultés auxquelles est confronté son pays du fait du Pakistan, dénonçant des attaques visant à déstabiliser l'Inde et à légitimer l'occupation illicite de parties de l'État du Jammu-et-Cachemire. L'Inde, a-t-elle assuré, reste ouverte au dialogue. La Ministre a répondu au Premier Ministre du Pakistan, qui s'est exprimé hier à la même tribune, en lui disant qu'elle n'avait pas besoin d'une initiative de paix en quatre points, mais plutôt d'une seule, à savoir renoncer au terrorisme et discuter.

Venant aux questions de développement, Mme Swaraj a plaidé en faveur de l'autonomisation des filles et donné l'exemple de la politique indienne appelée « Éduquer la fillette pour l'autonomiser ». Soulignant la responsabilité de notre génération envers les autres, elle a appelé à la conclusion d'un accord sur le climat, à Paris en décembre prochain, qui soit « complet et équitable », tout en prévoyant des mesures concrètes. Les pays développés, a-t-elle dit, doivent faire davantage d'efforts pour aider les pays en développement, en matière de financement, de transfert de technologies et de renforcement des capacités.

Enfin, la Ministre a souligné la place de plus en plus grande que son pays, qui a la croissance économique la plus rapide au monde, prend sur la scène internationale. Quant à l'avenir de l'ONU, Mme Swaraj a émis des vœux pour que le Conseil de sécurité inclue désormais davantage de nations en développement, espérant que des mesures seraient prises en ce sens au cours de la présente session.

M. RAMTANE LAMAMRA, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Algérie, a déclaré que la paix et la stabilité restaurées dans de nombreuses régions du monde tranchent singulièrement avec la persistance de la colonisation et de l'occupation étrangère dans un certain nombre de régions. Elles contrastent aussi avec l'aggravation de la pauvreté et de la famine. Ces situations demeurent le plus grand défi des Nations Unies, aux côtés des nouvelles menaces que sont le terrorisme, la criminalité organisée, le trafic de drogues et la traite des êtres humains. C'est pour cette raison que l'Algérie souligne la nécessité de poursuivre la réforme de l'ONU et d'adapter ses mécanismes pour lui permettre d'accomplir ses missions. Il faut dans ce cadre réaffirmer le rôle de l'Assemblée générale en matière de coopération internationale et réformer le Conseil de sécurité afin qu'il reflète les composantes de la communauté internationale, en particulier le continent africain, a-t-il dit.

M. Lamamra a ensuite indiqué que son pays avait atteint, avant terme, la majorité des Objectifs du Millénaire pour le développement, et s'est vu distingué par les agences des Nations Unies à cet égard. Par sa position centrale et par ses principes politiques, l'Algérie n'a, par ailleurs, jamais cessé d'œuvrer pour la paix, la sécurité et la concorde dans son voisinage immédiat. L'Algérie est ainsi à la tête de l'Équipe de médiation internationale au Mali, qui a permis la conclusion d'un accord de réconciliation nationale entre le Gouvernement et les autres parties. Elle est également aux côtés du peuple libyen depuis le déclenchement de la crise et ne ménagera aucun effort pour l'aider à restaurer la paix et la stabilité. L'Algérie soutient en outre, et avec conviction, le droit du peuple sahraoui de déterminer librement son destin. Elle appuie à cet égard les efforts déployés par l'Envoyé personnel du Secrétaire général, M. Christopher Ross. Elle exhorte en outre les parties en Syrie et au Yémen, dont les peuples souffrent, à s'engager résolument dans la recherche de solutions pacifiques aux crises qui affectent ces deux pays, a encore déclaré le Ministre algérien.

Il s'est aussi félicité de la prise de conscience grandissante quant à la nécessité de lutter contre le terrorisme international et ses causes premières. Il faut, dans ce cadre, renforcer la coopération internationale, y compris en tarissant les sources de financement et en interdisant le versement de rançons, a-t-il plaidé. Dans ce contexte, l'Algérie a organisé au cours de cette année, une conférence sur la déradicalisation dont les recommandations ont souligné l'importance de promouvoir des valeurs de tolérance.

Le Ministre a dit partager les espoirs du peuple palestinien au moment où son emblème flotte désormais au Siège de l'ONU. Cette victoire symbolique, qui intervient après la reconnaissance internationale de l'État de Palestine, constitue un soutien à la solution juste et définitive de la question palestinienne, garantissant la création d'un État souverain avec Jérusalem-Est comme capitale. S'agissant des problématiques liées aux changements climatiques et ses retombées politiques et socioéconomiques, il a dit attendre que la COP-21 soit au niveau des défis qui menacent la disparition de pays et régions entières. L'Algérie appelle à des investissements majeurs dans le domaine de la désertification, car, a-t-il conclu, les coûts seront inférieurs à ceux éventuellement engendrés par la charge de leurs conséquences.

M. SEBASTIAN KURZ, Ministre des affaires étrangères et européennes de l'Autriche, a rappelé que chaque jour plus de 40 000 personnes fuient pour se mettre en sécurité, ce qui appelle un règlement global de la crise. « Si l'ONU ne sert pas de base à ce règlement, qui le pourrait? » a-t-il demandé en énonçant trois points de départ: tout d'abord s'attaquer aux causes profondes des migrations -misère, violence, guerres et terrorisme. Dans le cas de la Syrie, il a appelé les pays de la région à « travailler de concert » et a répété la nécessité d'amener toutes les parties au conflit à la table de négociation. Ce qui « ne signifie pas que la direction actuelle de la Syrie puisse rester à long terme », a-t-il cependant nuancé.

M. Kurz a ensuite appelé à « une meilleure unité » à l'échelle internationale, en particulier de la Russie et des États-Unis qui « doivent marcher dans le même sens » au Conseil de sécurité, pour parvenir notamment à la création de « zones tampons » afin d'améliorer la sécurité des populations. Enfin, selon lui, il faut permettre aux réfugiés, qui meurent trop souvent en route, de demander l'asile dès leur pays d'origine ou dans les pays voisins. L'ONU, estime-t-il, pourrait aider à la mise en place de tels centres.

Le Ministre autrichien a regretté qu'au cœur de l'Europe, le conflit perdure en Ukraine et rappelé que pour son pays, « les Accords de Minsk restent la seule option sur la table et toutes les parties doivent respecter leur engagement ». « On a aujourd'hui besoin de l'ONU comme jamais » a-t-il conclu, mais à condition de la réformer, avec un Conseil de sécurité uni, réactif, plus représentatif et plus transparent et qui renoncerait au droit de veto en cas d'atrocités et de crimes contre l'humanité.

M. CHARLES FLANAGAN, Ministre des affaires étrangères et du commerce de l'Irlande, a fait remarquer avec fierté que 370 soldats irlandais étaient actuellement engagés dans sept opérations de maintien de la paix de l'ONU. Soucieux de leur réputation, il s'est dit « outré et choqué » par les abus sexuels commis par certains Casques bleus et a demandé « une action décisive » pour punir de tels comportements, conformément à la politique de « tolérance zéro » prônée par le Secrétaire général.

Fervente partisane du désarmement et de la non-prolifération, l'Irlande a salué l'accord récent sur le nucléaire iranien. Toutefois, le Ministre s'est dit déçu par le résultat de la Conférence des parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qui s'est tenue en mai dernier. Aujourd'hui, s'est-il inquiété, « 17 000 armes nucléaires menacent notre existence ». Dans le même esprit, l'Irlande a été l'un des premiers pays à ratifier le Traité sur le commerce des armes et a offert un appui financier pour encourager son application.

Pour M. Flanagan, la crise de la migration représente un énorme défi pour l'Europe. Il a encouragé les États à œuvrer avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Peter Sutherland, qui est lui-même irlandais, pour résoudre cette « catastrophe mondiale ». L'Irlande a déployé des navires de recherche et de sauvetage en Méditerranée et s'est engagée à réinstaller plus de 4 000 réfugiés. Le Ministre a également salué la décision du Secrétaire général de constituer un groupe de haut niveau pour examiner la disparité croissante entre les besoins humanitaires et les ressources.

Par ailleurs, l'Irlande, qui est membre du Conseil des droits de l'homme pour la période 2013-2015, insiste sur le rôle crucial des défenseurs des droits de l'homme. M. Flanagan s'est dit préoccupé par les attaques perpétrées contre les minorités religieuses dans le monde. Il a ensuite fait remarquer que l'Irlande a été le premier pays au monde à légaliser « l'égalité du mariage » à la suite d'un vote populaire et appelé les États à promouvoir les droits des citoyens LGBT.

M. MOUSSA FAKI MAHAMAT, Ministre des affaires étrangères et de l'intégration africaine du Tchad, a déclaré que la réussite de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 passera par les réponses appropriées que nous aurons à trouver ensemble aux nombreux défis mondiaux du moment. Les plans et stratégies nationaux de développement sont contrariés quotidiennement par les crises que traversent les États, le terrorisme et la chute des prix de leurs produits d'exportation. Le succès de la mise en œuvre du Programme de développement durable sera également en fonction de la solidarité des pays développés à l'égard des pays en développement, en termes de financement effectif. C'est pourquoi, nos attentes de voir appliquer les conclusions d'Addis-Abeba sur le financement du développement restent toujours fortes.

Le Ministre a ajouté que l'Afrique est sans conteste l'un des épicentres des conflits armés, du terrorisme et de la migration. Le Ministre a, entre autres, parlé de la Force multinationale mixte mise sur pied par les pays de la Commission du Bassin du Lac Tchad pour mettre fin aux exactions de Boko Haram, « cette secte maléfique ». Il a dit attendre des Nations Unies qu'elles apportent un soutien matériel, financier et logistique à la Force. S'agissant de la Libye, par exemple, le Ministre a souligné que la situation constitue une source d'inquiétude supplémentaire voire de déstabilisation pour toute l'Afrique, en particulier pour les pays voisins, dont le Tchad. Pour ce qui est du Soudan du Sud, le Ministre a demandé aux acteurs politiques de se surpasser pour se consacrer à la construction de leur jeune état.

En Afrique, a poursuivi le Ministre, les États aux prises avec le terrorisme sont contraints de consacrer l'essentiel de leurs ressources aux dépenses de sécurité, au détriment du développement économique et social, y compris le Tchad qui, avec la centaine de morts qu'il a eu à déplorer, paie son engagement au Mali et au Nigéria. Mais le Tchad, qui a infligé de lourdes pertes, ne pliera pas, a promis le Ministre. « Nous souhaitons seulement de nos partenaires qu'ils nous fournissent des appuis concrets aussi bien techniques que matériels pour nous permettre de donner la riposte qu'il faut à cette guerre sans visage. »

La capacité de nuisance transnationale des groupes terroristes et extrémistes implique une réponse collective et adaptée. La voie à suivre pour combattre ensemble le terrorisme est la mutualisation des moyens et des stratégies de riposte, à travers l'intensification de la coopération régionale et internationale, a insisté le Ministre. Il a donc proposé que l'année 2016 soit déclarée « Année de lutte contre le terrorisme » pour réfléchir sereinement aux causes profondes de ce phénomène, aux stratégies et moyens de le contenir et, à terme, de l'éliminer.

Nous devons aussi trouver des solutions pour ces milliers de réfugiés et de déplacés à travers le monde. Le Tchad est le deuxième pays africain par le nombre des réfugiés, des rapatriés et des déplacés, soit 500 000, a précisé le Ministre qui a conclu en disant qu'en tant que pays sahélien menacé par la sécheresse et la désertification assistant, impuissant, à l'assèchement progressif du lac Tchad, le Tchad souhaite que les négociations à la Conférence de Paris aboutissent à un accord qui serait synonyme d'espoir de sauvegarde de notre planète mais aussi du lac Tchad en péril.

« Alors que le crépuscule descend sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, le Gouvernement du Botswana a commencé à se préparer avec enthousiasme à l'aurore du nouveau cadre international pour le développement », a affirmé M. MOKGWEETSI ERIC KEABETSWE MASISI, Vice-Président du Botswana. Il a expliqué que ce nouveau cadre représentait une vision globale pour promouvoir une prospérité durable de l'humanité et concrétiser « l'avenir que nous voulons ». Il a rappelé que les pays en développement sans littoral s'étaient réunis en novembre dernier à Vienne pour adopter leur Programme d'action qui

s'articule autour de six domaines prioritaires à savoir les infrastructures, le développement, le commerce international, l'intégration régionale, la coopération et la transformation structurelle des économies. Le Botswana, comme les autres pays en développement sans littoral et à revenu intermédiaire, aura besoin de voir ses capacités substantiellement renforcées afin de mettre en œuvre chacun de ces six domaines d'action. S'agissant du financement, il faut répondre aux besoins et aux défis des pays à revenu intermédiaire plutôt que recourir à des solutions à taille unique, a insisté M. Masisi.

En ce qui concerne la crise migratoire en Europe, il a estimé qu'il était injuste de blâmer certains pays d'Europe pour leur politique migratoire dans la mesure où chaque pays doit pouvoir évaluer ses capacités d'accueil. La tragédie n'a pas été créée par l'Europe mais par les pays d'origine. L'imposition de quotas obligatoires de migrants n'est pas la meilleure solution, a-t-il dit. Il a plaidé pour la création d'un fonds spécial placé sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), que l'Europe ou idéalement la communauté internationale financerait, conformément au statut économique de chacun et à son statut de pays d'accueil. S'il fallait une approche obligatoire, ça devrait être celle-là, a estimé le Vice-Président. En résumé, le pays qui accepterait le plus grand nombre de réfugiés aurait le plus grand appui du fonds et ses contributions au dit fonds diminueraient en proportion.

Après avoir passé en revue les conflits dans le monde, le Vice-Président a rappelé que son pays figurait parmi les 58 signataires de la pétition qui, en 2013, exhortait le Conseil de sécurité à saisir la Cour pénale internationale (CPI) de la situation en Syrie. Devant l'échec de cette initiative, le Vice-Président a appuyé la proposition de la France visant à ce que l'on renonce au droit de veto en cas d'atrocités de masse. Le Conseil de sécurité ne peut être un exemple de démocratie avec un nombre de membres permanents limité à cinq et le droit de veto, a tranché le Vice-Président. « Il ne devrait y avoir ni membre permanent ni droit de veto », a-t-il estimé. Il est peut-être temps, a-t-il aussi estimé, que le concept de responsabilité de protéger soit inscrit formellement à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, ce qui pourrait peut-être, a-t-il ajouté, inciter le Conseil à améliorer ses relations avec la Cour pénale internationale. Le Vice-Président a tenu à dire en conclusion que « plus tôt le monde sera débarrassé du piètre leadership de Sepp Blatter à la FIFA, mieux ce sera ». La corruption, la mauvaise gouvernance et un leader qui a largement dépassé sa « date de péremption » nous montrent que la FIFA s'apparente à un « État failli ». La bonne gouvernance ne devrait pas seulement s'appliquer aux hommes et femmes politiques mais à toutes les institutions, en particulier les organisations internationales.

M. JAMES WANI IGGA, Vice-Président du Soudan du Sud, s'est félicité de l'accord de paix du 26 août dernier qui a mis fin aux effusions de sang dans son pays et fut aussitôt suivi d'une déclaration de cessez-le-feu permanent. Tout en remerciant la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) pour son rôle depuis la proclamation de l'Indépendance en 2011, le responsable a prévenu que « tout renouvellement du mandat de la Mission sans consultation et

sans consentement de notre gouvernement ne serait ni juste ni acceptable », car les décisions de cette nature sont « souveraines » et exigent des consultations préalables, a-t-il insisté.

Le Vice-Président a également reconnu que le cessez-le-feu n'était pas respecté dans toutes les régions du pays, ce qu'il a attribué « principalement à l'absence d'un mécanisme conjoint de surveillance et de vérification » sur le terrain. Aussi a-t-il pressé l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) d'accélérer la création et la formation d'un tel « instrument vital » au respect de tout cessez-le-feu. À l'aube d'un cessez-le-feu et de la mise en œuvre de l'accord de paix, le Vice-Président a réclamé la levée des sanctions, dont l'interdiction de voyager imposée à des responsables du Soudan du Sud. « Ce n'est plus une option » a-t-il estimé. Il a également rappelé aux bailleurs internationaux « les promesses faites autrefois et jamais tenues », car plus que jamais, les défis de l'après-guerre, comme les efforts de réhabilitation et de désarmement, requièrent le soutien financier et technique des amis du Soudan du Sud, a-t-il conclu en promettant de « corriger le passé ».

M. JOSEPH BUTORE, Deuxième Vice-Président du Burundi, a déclaré que son pays venait de terminer le processus électoral prévu par la Constitution de 2005 qui n'a connu aucune modification jusqu'à ce jour, « contrairement à ce que certains veulent faire croire ». Le processus a été une grande réussite malgré les contestations violentes qui se sont vite transformées en un mouvement insurrectionnel dans quelques quartiers de la capitale Bujumbura. Avant, pendant et après les élections, des actes de sabotage se sont manifestés et le pays est devenu victime des machinations de certains politiciens dont le plan était simplement de déstabiliser les institutions. Le Vice-Président a déploré que tout cela se soit passé avec le soutien de certains pays.

Les décisions des cours constitutionnelles du Burundi et de la Communauté est-africaine, confirmant la légalité de la candidature de Pierre Nkurunziza, n'ont pas suffi pour arrêter le mouvement insurrectionnel initié par l'opposition et la société civile, ce qui a prouvé une fois de plus leur agenda caché de déstabiliser le pays, a accusé le Vice-Président. Les instigateurs du mouvement étaient cautionnés par certains partis politiques sans assise populaire qui savaient donc qu'ils allaient perdre les élections et qui ne recherchaient que des arrangements transitoires à l'image des négociations d'Arusha pour accéder au pouvoir. Leur objectif était de semer, avec l'aide de certains médias et ONG, le trouble pour justifier l'impossibilité d'organiser le processus électoral. Ce que l'on ignorait c'est que ce mouvement insurrectionnel cachait un putsch en préparation. Après l'échec de ce coup d'État, certains détracteurs ont pris la fuite vers l'un des pays voisins qui les héberge et leur facilite les campagnes de déstabilisation. Le Burundi reste vigilant et condamne cette attitude inamicale qui va à l'encontre de la Charte des Nations Unies, a dit le Vice-Président.

Prenant acte du putsch manqué, le Sommet de la Communauté des États d'Afrique de l'Est a recommandé le report des élections. Les élections communales, législatives et présidentielle ont effectivement été reportées à deux reprises mais les prolongations ne pouvaient pas aller au-delà des délais constitutionnels. Après les élections, des consultations entre les différentes forces politiques du pays ont permis de mettre en place les bureaux des deux chambres du Parlement, avec la participation du leader historique de l'opposition, M. Agathon Rwasa. Le nouveau Gouvernement, qui a été nommé le 24 août, comprend 20 ministres dont 5 issus de l'opposition, dans le strict respect de l'Accord d'Arusha et des équilibres constitutionnels.

Après la page des élections, le Gouvernement vient d'ouvrir une autre phase politique, a conclu le Vice-Président, celle du dialogue « inclusif, sincère et ouvert à toutes les thématiques », d'où la mise en place de la Commission nationale de dialogue interburundais. Toujours dans l'optique de réinstaurer un bon climat de paix et de sécurité, le Président a signé un décret qui permet aux détenteurs illégaux d'armes de les remettre sans crainte de poursuites. Quant à la liberté de la presse, le Vice-Président a précisé que sur une vingtaine de médias privés, seules quatre stations font face à des investigations judiciaires sur leur rôle présumé dans le coup d'État manqué. S'agissant des personnes arrêtées, elles bénéficieront d'une justice équitable, a assuré le Vice-Président.

M. MOISÉS OMAR HALLESLEVENS ACEVEDO, Vice-Président du Nicaragua, a accusé le capitalisme global d'être, particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique, à l'origine des guerres et des frustrations qui alimentent le fanatisme et le terrorisme. « L'ONU devrait promouvoir plus activement le respect, la paix, la souveraineté, la justice et la solidarité », a-t-il ajouté, appelant les Nations Unies à répondre aux défis actuels dans l'intérêt « suprême » des peuples. M. Halleslevens Acevedo a fustigé les invasions et les guerres impérialistes, qui, en Syrie, au Libye et en Iraq ont fait le lit du terrorisme. Il a vu la main de l'impérialisme « partout sur la terre », la mainmise de l'empire prenant selon lui la forme d'agressions, de manipulations et d'ingérences pour affaiblir les gouvernements et les mettre sous l'influence des institutions nationales.

Pour M. Halleslevens Acevedo, la réalisation des objectifs de développement durable ne peut passer que par la restauration de la souveraineté des États et le respect de leur indépendance, afin que chaque peuple puisse jouir de l'exploitation de ses ressources naturelles comme de sa culture. « Pour œuvrer en faveur de la justice, de la paix et de la souveraineté, nous devons impérativement transformer la manière de travailler de l'ONU pour qu'elle se mette véritablement au service de tous ses Membres », a renchéri Halleslevens Acevedo. Il a invité les États Membres à se replonger sans tarder dans le document élaboré, en 2008, par le Président de l'Assemblée générale, M. Miguel D'Escoto Brockmann, et intitulé « Réinventer les Nations Unies ».

Alors que les Nations Unies entrent dans leur soixante et onzième année, a indiqué M. GASTON ALPHONSO BROWNE, Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda, les petits États comme le sien devraient bénéficier du même respect que « les riches et les puissants », d'autant que l'éloignement, les échanges au prix fort, les menaces des changements climatiques et la limite des activités économiques rendent difficile, voire impossible, le financement du développement sans aide extérieure, a-t-il souligné.

Or, 11 ans après qu'un différend commercial a été tranché en faveur de son pays, le jugement reste ignoré par la partie adverse, une grande puissance, a poursuivi le responsable qui a dénoncé « un déni de justice ». Son pays, avec ses 100 000 habitants, ne peut être traité par le système régissant le commerce international comme le Canada, les États-Unis ou le Japon, mais « nécessite un traitement différent », a-t-il fait valoir. Il a dénoncé le fait que l'Union européenne ait inscrit son pays sur la liste des « paradis fiscaux », « ternit à tort » son image et porte préjudice à son système bancaire.

Le Premier Ministre a rappelé qu'à ses yeux les changements climatiques présentaient « la pire menace pour l'humanité » en particulier pour les États insulaires des Caraïbes, du Pacifique et de l'océan Indien. « Toutes les nations industrialisées doivent assumer la responsabilité de leurs taux élevés d'émission de gaz à effet de serre », a-t-il jugé, ajoutant que la Conférence de Paris sur le climat sera un succès si toutes les nations s'engagent à limiter la hausse de la température terrestre à au-dessous de 1.5°C.

M. JOHN KEY, Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande, s'est dit particulièrement fier que l'accord sur le dossier nucléaire iranien soit intervenu pendant la présidence néo-zélandaise du Conseil de sécurité. L'accord a été signé et c'est un exemple à suivre, a dit le Premier Ministre. Il a indiqué que la Nouvelle-Zélande a rejoint la Coalition internationale contre l'État islamique et que l'armée néo-zélandaise participait à la formation de l'armée iraquienne. Nous voyons aujourd'hui les conséquences de l'échec du Conseil de sécurité à agir au cours de ces quatre dernières années. Il est temps, a dit le Premier Ministre, d'arrêter de parler de ce qu'il faut faire et de commencer à faire ce qu'il faut. Il est temps que le Conseil de sécurité fasse ce pour quoi il a été créé, et il est temps que ses membres mettent de côté leurs intérêts dépassés et leurs alliances historiques pour faire cesser la violence et les souffrances.

Nous ne pouvons laisser le Conseil, une institution qui a connu des échecs, devenir « une institution en échec », a poursuivi le Premier Ministre. Il faut une solution politique au conflit en Syrie et elle doit venir maintenant. Le problème n'est pas Assad ou Daech, le problème, c'est Assad et Daech et nous sommes devant un cas où la perfection est l'ennemi du bien car la solution ne sera pas parfaite. Elle exigera en effet des compromis. De même, a encore dit le Premier Ministre, le statu quo est invivable dans le processus de paix au Moyen-Orient. Nous ne

pouvons laisser la situation sur le terrain nous dicter notre action si nos actions peuvent précisément contribuer à faire avancer les choses.

Le Premier Ministre n'a pas caché la difficulté pour un petit État comme le sien de se faire entendre au Conseil de sécurité. Le problème est en partie « structurel » parce que le droit de veto a créé « un déséquilibre extraordinaire », exacerbé par la pratique des négociations à cinq avant d'impliquer les 10 membres non permanents et la pratique de s'abstenir de tout dès qu'un membre permanent n'est pas d'accord. La Nouvelle-Zélande avait donc raison de s'opposer au droit de veto quand on négociait la Charte, a dit le Premier Ministre. Le droit de veto est un frein à l'efficacité et à la réalisation des aspirations légitimes des États Membres de l'ONU. Le Premier Ministre a donc appuyé la proposition de renoncer à l'exercice du droit de veto en cas d'atrocités de masse et le fait que deux membres permanents appuient cette proposition est déjà un progrès. Mais le problème au Conseil est aussi en partie « comportemental ». Les membres permanents sont habitués à exercer le pouvoir et ils y tiennent. Ils veulent contrôler l'agenda du Conseil et déterminer tous les processus.

Le Premier Ministre n'a pas manqué de se féliciter de l'adoption des objectifs de développement durable (ODD) et de prévenir qu'il attend de la Conférence de Paris sur le climat un accord substantiel. Il a rappelé la création au début de la semaine d'un sanctuaire marin de 620 000 km² autour des îles néo-zélandaises de Kermadec. Il s'est félicité de ce que ce sanctuaire soit l'une des plus grandes zones marines protégées au monde. Il a précisé que la Nouvelle-Zélande avait consacré un milliard de dollars au développement de pêches durables dans le Pacifique.

M. RUI MARIA DE ARAÚJO, Premier Ministre du Timor-Leste, a demandé aux Nations Unies d'impulser une dynamique nouvelle non seulement en matière de développement mais aussi de paix et de sécurité et de droits de l'homme, « autant de piliers de son action ». Soulignant que le monde était confronté aux flux de réfugiés les plus massifs depuis la Seconde Guerre mondiale, il a lancé un appel au dialogue, seul moyen d'après lui de mettre un terme aux conflits et aux crises violentes qui affectent l'économie, la vie sociale et la stabilité de régions entières. À ce titre, il a salué le rétablissement en cours des relations diplomatiques entre les États Unis et Cuba, souhaitant l'ouverture d'un dialogue franc et ouvert entre les deux pays sur la levée des obstacles qui empêchent toujours Cuba de faire pleinement partie du système commercial international. Concernant les changements climatiques, M. de Araújo a souhaité que la Conférence de Paris reflète le consensus actuel quant à la nécessité et l'urgence de combattre les effets du réchauffement de la planète en intégrant à cet effort toutes les forces de la société civile.

Nous sommes une jeune nation, a-t-il dit, mais cela ne saurait être une raison de nous tenir à l'écart des réalités de ce monde. Nous avons ainsi annoncé de manière officielle notre intention

de rejoindre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et d'adhérer aux principaux mécanismes internationaux de promotion de la paix, de la démocratie, de la justice et des droits de l'homme, a poursuivi le Premier Ministre timorais. Il a par ailleurs insisté sur le fait que son pays était résolu à renforcer sa souveraineté nationale dans le respect du droit international. Concernant la question de la démarcation des frontières maritimes avec l'Indonésie et l'Australie, il a assuré que son pays, lorsque les négociations échouaient, se tournait vers les mécanismes internationaux de résolution des conflits en vigueur.

M. MANASSEH SOGAVARE, Premier Ministre des Îles Salomon, a noté qu'alors que plus des deux tiers des membres des Nations Unies sont issus du monde en développement, « on dépense plus, au plan multilatéral, pour la sécurité que pour le développement » avec 16 missions de maintien de la paix actuellement déployées. Pour cette raison notamment, son État plaide pour une réforme de l'ONU, en premier lieu celle du processus de désignation du Secrétaire général qui, depuis sept décennies, a été choisi par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Il a appelé à un processus « plus responsable, plus démocratique et plus transparent » dans lequel l'Assemblée générale jouerait un « rôle central ».

Par ailleurs, le Premier Ministre a rappelé que pour les États insulaires comme le sien, les changements climatiques étaient une question de « survie » et appelé de ses vœux un accord global et réellement inclusif à Paris en décembre. Mais il a aussi exprimé son « inquiétude face à la lenteur des progrès dans les négociations » qui cause de nombreuses incertitudes, alors que la dégradation du climat est susceptible de déclencher de nombreux conflits. « Cette incertitude conduit les Îles Salomon à viser un siège au Conseil de sécurité pour la période 2031-2032 », un an après la conclusion de l'Agenda 2030, a-t-il fait valoir. Il a également apporté son soutien à une réforme du Conseil qui ménagerait un siège aux petits États insulaires. « Cela permettrait de garantir que les questions touchant à leur sécurité soient bien traitées », s'est-il justifié.

M. OMAR ABDIRASHID ALI SHARMARKE, Premier Ministre de la Somalie, a rappelé que son pays a été l'un des premiers Membres africains des Nations Unies. Il y a 25 ans, la Somalie a eu son propre « printemps arabe » avant le phénomène qui a déferlé dans le monde arabe au cours des dernières années écoulées, a-t-il poursuivi, soulignant que le monde a ainsi vu les risques encourus lorsque l'on ne répond pas comme il se doit aux doléances de la société. Après avoir compati avec les pays arabes et musulmans, le Chef du Gouvernement somalien a indiqué que le thème de cette année « paix, sécurité et droits de l'homme », correspond à celui de son propre gouvernement alors que la nouvelle Somalie s'efforce de prendre forme et de « sortir des ténèbres ». Présentant une image forte de son pays, loin de celle, trop commune, du conflit dans lequel elle était plongée depuis deux décennies, M. Sharmarke s'est enorgueilli de ce que la Somalie soit le pays d'un peuple fier et industriel. « En dépit de l'adversité, nous sommes devenus des athlètes de renommée

mondiale, des économistes, des écrivains, poètes, musiciens, entrepreneurs et inventeurs », a-t-il déclaré, rappelant que même sans gouvernement, le monde des affaires a continué à fonctionner.

Le Premier Ministre somalien a déclaré que la reconstruction de son pays, des institutions publiques plus particulièrement, était une priorité, conformément à la Vision 2016. Des progrès considérables ont été accomplis: trois nouveaux États intérimaires ont été formés, la population est consultée en vue de l'organisation d'élections libres et démocratiques, et des commissions ont été constitutionnellement établies pour garantir la redevabilité. À cet égard, M. Sharmarke a insisté sur le caractère transparent et inclusif du système électoral, rappelant que la Somalie a été le premier pays d'Afrique où un président démocratiquement élu a perdu les élections suivantes et a cédé le pouvoir avec grâce. « Cette histoire doit définir notre avenir », a-t-il affirmé.

Il a toutefois averti qu'une insurrection active est encore à l'œuvre, signalant au passage que l'an dernier, avec l'appui des forces de l'Union africaine, la plupart des grandes régions de la Somalie ont été libérées d'Al-Chabab. Cependant, les soldats somaliens sont sous-payés, mal-nourris et mal équipés alors qu'on leur demande de mettre leur vie en danger pour sauver leur pays. Il a souligné, à cet égard, qu'il faut investir afin de rendre les forces de police et de sécurité plus professionnelles. Notant que les femmes avaient trop souffert du conflit « brutal », il a assuré – en tant que père et mari- vouloir « battre en brèche le terrorisme », avant d'attirer l'attention sur le sort des réfugiés somaliens et migrants sans papiers vivant encore dans des camps provisoires, soit depuis plus de 25 ans pour certains. Dans ce contexte, il a exhorté la communauté internationale à trouver des solutions durables.

Enfin, le Premier Ministre, critique à l'égard de certaines ONG, a déclaré: « nous ne voulons pas de charité, nous voulons des investissements directs », avant de proposer une sorte de Plan Marshall pour la Somalie, baptisé « Grand Plan de développement », qui consistera essentiellement en la reconstruction sociale et des infrastructures sociales et sera aligné sur les nouveaux objectifs de développement durable.

Pour M. NAMHONG HOR, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Cambodge, la pauvreté et l'insécurité alimentaire avec plus de 800 millions d'humains mal nourris demeurent les deux principaux obstacles à lever pour la communauté internationale. Or les changements climatiques constituent un grave défi supplémentaire pour les pays en développement. Ce sont eux qui en payent les plus lourdes conséquences, alors que ce sont les pays industrialisés qui ont émis les plus larges quantités de gaz à effet de serre, a-t-il remarqué. Par conséquent, le Cambodge espère « fortement » que la Conférence de Paris sur le climat débouchera sur un accord contraignant, a-t-il dit, rappelant le principe de « responsabilités partagées mais différenciées » pour faire réellement face à la menace.

Au plan international, le Vice-Premier Ministre s'est inquiété des actes criminels commis par des groupes extrémistes violents comme l'État Islamique et d'autres au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie et appelé « toutes les nations » à conduire des efforts « concertés » pour les combattre. Face aux réalités du monde, le Cambodge soutient l'idée d'une réforme de l'ONU vers plus de démocratie, a-t-il indiqué: il souhaite que le rôle de l'Assemblée générale soit renforcé et que le Conseil de sécurité soit rendu « plus démocratique et plus représentatif », aussi bien dans le choix des membres permanents que non permanents.

M. PRAKASH MAN SINGH, Vice-Premier Ministre du Népal, a souligné que son pays vient d'adopter une nouvelle Constitution, un fait qui marque la fin d'un processus de paix et de transition. Les 70 ans de l'ONU ont été marqués par des avancées notables, a poursuivi le Vice-Premier Ministre même si, a-t-il noté, les Nations Unies font toujours face à de nombreux défis, notamment en matière de maintien de la paix et de sécurité internationales, et de développement socioéconomique. Il a plaidé pour une ONU plus forte, capable de produire des résultats tout en respectant les principes de souveraineté, d'intégrité territoriale, d'indépendance politique et de non-ingérence. Il a plaidé pour des réformes au sein du système onusien.

M. Singh a souligné que le Népal a toujours contribué aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies depuis 60 ans, comme en témoignent les plus de 120 000 soldats de la paix que le pays a déployés dans plus de 40 missions à travers le monde. Au vu de l'expérience acquise, le Népal est prêt à travailler aux plus hauts niveaux de l'architecture du maintien de la paix des Nations Unies.

Le Vice-Premier Ministre a condamné toutes les formes de terrorisme, appelant à une plus grande coopération internationale afin de lutter contre ce fléau, sous l'égide des Nations Unies. Il a suggéré que les fonds qui sont investis dans l'armement, au niveau international, soient réinvestis dans le développement. Il a rappelé que depuis la création de la catégorie des pays les moins avancés (PMA) en 1971, le nombre de ces pays est passé de 25 à 48, alors que seulement 4 d'entre eux en sont sortis. Il a salué les résultats de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement de juillet dernier et a dit attendre avec intérêt la réunion d'examen du Programme d'action d'Istanbul en faveur des PMA en 2016. Il a aussi appelé à une bonne mise en œuvre du Programme d'action de Vienne sur les pays en développement sans littoral 2014-2024. Il a vigoureusement plaidé pour le droit de transit des pays sans littoral.

Le Vice-Premier Ministre a ensuite fait part de la gratitude de son pays vis-à-vis de la communauté internationale qui a soutenu le Népal après les tremblements de terre d'avril et de mai derniers. Il a indiqué que son pays a toujours besoin de soutien et de solidarité dans cette phase de réhabilitation et de reconstruction.

M. RI SU YONG, Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée, a regretté qu'au cours des 70 dernières années, les pratiques « arbitraires et non démocratiques » du Conseil de sécurité n'aient pas été corrigées, permettant à des puissances individuelles « d'abuser en permanence et de façon monopolistique » de cette arène. Pour le Ministre, l'ONU n'a cessé depuis sa création d'être « instrumentalisée pour violer la souveraineté, la dignité, la paix et la sécurité de notre pays ». Même au XXI^e siècle, le Conseil de sécurité « a poursuivi ses actions arbitraires contre la RPDC en violation de la justice et du droit international », a-t-il assuré.

La « tragédie », pour le responsable, est que le Conseil continue d'être « ridiculisé » par une seule puissance et que lorsqu'on parle de « Commandement de l'ONU » l'équation se résume à un « Commandement des USA », puisque les « Forces de l'ONU » ne sont que des « Forces américaines » dans la péninsule coréenne. Même si les relations intercoréennes sont entrées dans une phase de « détente », a-t-il souligné, les récents incidents du mois d'août, lors des manœuvres conjointes entre la Corée du Sud et les États-Unis, ont montré que « la moindre provocation pouvait entraîner un regain de tension ». Aussi, a-t-il jugé, « il est grand temps que les États-Unis acceptent de signer un traité de paix » pour remplacer l'accord d'armistice et garantir un climat de paix et de sécurité dans la péninsule coréenne.

M. RAYMOND TSHIBANDA N'TUNGAMULONGO, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République démocratique du Congo (RDC), a déclaré que « 70 ans après avoir été porté sur les fonts baptismaux, notre Organisation universelle demeure plus que jamais pertinente, ses objectifs et principes d'actualité brûlante », car la paix et le développement sont des « vœux unanimes et intemporels de tous les peuples ». Aujourd'hui, a-t-il souligné, la lutte contre le terrorisme doit être une des priorités de l'Organisation, et le soutien et la participation à la Stratégie antiterroriste mondiale, une obligation pour chacun des États. Pour le Chef de la diplomatie congolaise, rester passif face à la montée du radicalisme et de l'extrémisme, dans leurs formes les plus barbares et meurtrières, serait, ni plus ni moins, cautionner la déshumanisation du monde.

Il a ajouté que son pays mène à un coût « souvent prohibitif, vu ses moyens limités », des opérations militaires en vue de la neutralisation des « forces négatives et groupes armés qui, depuis une quinzaine d'années, sèment la mort et la désolation » dans l'est de son territoire. Il a aussi rappelé que son pays a détaché plusieurs de ses « fils et filles », militaires et policiers, pour servir sous le drapeau des Nations Unies à travers le monde.

M. Tshibanda s'est en outre dit interpellé par la crise migratoire actuelle et dans ce contexte, les objectifs du développement durable incarnent tous les espoirs pour les peuples du monde, a-t-il encore déclaré, invitant à tout mettre en œuvre pour leur matérialisation. La RDC est également activement impliquée dans la préparation de la Conférence de Paris sur le climat, a-t-il

indiqué. De l'avis de M. Tshibanda, « l'urgence est donc à la conclusion d'un accord universel, juridiquement contraignant » à même de permettre que l'élévation de la température moyenne de la planète soit contenue en-dessous de 2 degrés centigrades par rapport aux niveaux préindustriels. Au plan national, il a souligné l'engagement à consentir « des sacrifices responsables, sans hypothéquer notre développement », avec des mesures d'atténuation axées sur quatre secteurs prioritaires: agriculture, forêts, énergie et transports; ainsi que des mesures d'adaptation qui concernent en outre la protection du littoral, le tout pour un taux de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 17%, soit 77 millions de tonnes équivalent CO₂ à l'horizon 2030.

Il a mis l'accent, sur le plan politique, sur le fait qu'après la défaite du M23 et la reddition de plusieurs groupes rebelles, la RDC veut consolider la paix retrouvée et revenir à une vie normale. Pour ce faire, il a appelé à repenser la présence onusienne sur le territoire congolais et à réduire les effectifs des contingents de la MONUSCO.

M. ERLAN ABDYLDAEV, Ministre des affaires étrangères du Kirghizistan, a estimé bien ironique que le soixante-dixième anniversaire de l'ONU, symbole d'unité et de collaboration, coïncide avec une situation internationale on ne peut plus alarmante, avec des relents de guerre froide et la menace de replonger dans un monde polarisé. Il a dénoncé en particulier les nouveaux « murs invisibles » des sanctions, les interdits et les barrières commerciales et les différends accrus entre les membres du Conseil de sécurité, ce qui met en question la capacité de ce même Conseil de maintenir la paix et la sécurité internationales. Il a dit craindre, dans ce contexte, que la confiance placée dans l'ONU s'érode, ce qui ne fera que conduire à une insécurité qui risquerait même de mener à une nouvelle et dangereuse course aux armements.

En sa qualité de dépositaire et coordonnateur des États parties au Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, le Kirghizistan a invité les États-Unis à la ratification rapide du Protocole sur les garanties négatives de sécurité. Le Ministre a en outre félicité l'Iran pour le Plan d'action conjoint sur le programme nucléaire iranien, et enfin exhorté les pays du Moyen-Orient à établir dans leur région une zone exempte d'arme nucléaire et de toutes les armes de destruction massive.

Il a assuré par ailleurs que le Kirghizistan fera tout son possible pour la pleine mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable, tout en plaidant pour un appui financier suffisant de la part de la communauté internationale. M. Abdylдавev a renvoyé aux débats houleux de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et défendu le droit de chaque pays de protéger son droit égal au développement. Il a indiqué, par la même occasion, qu'il serait temps de reconnaître « le droit d'un État au développement » comme partie intégrante du droit international, et proposé que ce droit soit examiné au niveau des experts.

S'agissant de la lutte contre le terrorisme, il a estimé que la résolution 2178 du Conseil de sécurité constitue un pas décisif dans la lutte contre les combattants terroristes étrangers. Le Kirghizistan a d'ailleurs, en février et mai derniers, interdit les activités de l'État islamique et du Front Al-Nosra ainsi que d'autres organisations extrémistes et terroristes. Parallèlement, le pays a renforcé les contrôles aux frontières, la sécurité aérienne, les capacités des agences de maintien de l'ordre et l'amélioration de l'échange d'information. Le Ministre a notamment salué les élections en Afghanistan et assuré que son pays est prêt à développer le commerce et les projets de communication, au niveau régional.

M. FREDERICK A. MITCHELL, Ministre des affaires étrangères et de l'immigration des Bahamas, a déclaré que cette année, en plus du soixante-dixième anniversaire de l'ONU, on célèbre les 30 ans des Accords de Nassau. Ces Accords, signés dans la capitale des Bahamas en octobre 1985, ont imposé des sanctions au régime d'apartheid de l'Afrique du Sud, et, plus tard, contribué à la libération de Nelson Mandela et à l'avènement d'un État démocratique en Afrique du Sud, a-t-il rappelé.

M. Mitchell a voulu que l'on prête attention aux défis que rencontre sa région, notamment l'escalade de la violence due au trafic de drogues, la traite et le trafic des êtres humains ou encore la violence juvénile. Ces défis expliquent le soutien apporté par son pays au Traité sur le commerce des armes car, le carnage provoqué dans la jeunesse par la circulation des armes n'est ni justifiable, ni acceptable. Dans ce contexte, tous les fabricants d'armes doivent cesser leurs exportations illégales dans la région. Les Bahamas restent très attachées à la mise en œuvre effective du Traité, même si elles sont déçues que la candidature de Trinité-et-Tobago, pays de la CARICOM comme les Bahamas, n'ait pas été retenue pour en accueillir le Secrétariat.

Les Bahamas attachent aussi une grande importance aux missions de maintien de la paix et restent disposées à s'acquitter de leurs obligations financières en la matière. Mais elles estiment que la grande vulnérabilité des petits États insulaires doit être prise en compte. Le revenu national brut ne saurait être le seul élément déterminant le montant des contributions, et les pays en développement ne doivent plus être catégorisés au-dessus du niveau « C » de ces contributions, a plaidé M. Mitchell.

Les Bahamas soutiennent aussi le droit à l'autodétermination des Îles Turques et Caïques. Elles appuient également Belize dans son désir de sécuriser ses frontières et sont préoccupées par les tentatives d'atteinte à l'intégrité territoriale du Guyana. Elles se félicitent en outre du rapprochement entre Cuba et les États-Unis, qui améliorera le climat de paix dans la région. À cet égard, le pays appuiera cette année encore le projet de résolution sur la levée de l'embargo qui frappe Cuba, a encore dit M. Mitchell.

S'agissant des questions climatiques, il s'est félicité du lancement hier, de l'Initiative sur l'énergie durable des petits États insulaires en développement, conduite conjointement par le Centre pour les changements climatique de la Communauté des Caraïbes, le Secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud et l'Alliance des petits États insulaires. Sur ce sujet, les Bahamas restent déterminées à parvenir à un instrument juridiquement contraignant à la Conférence sur le climat de Paris, a encore assuré le Ministre. Elles restent aussi déterminées à protéger leurs frontières de l'immigration clandestine, tout en respectant leurs obligations internationales en termes d'accueil de réfugiés, a encore dit M. Mitchell, avant d'indiquer que son pays est candidat à un siège au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui se tiendra en novembre de cette année. Cette élection permettrait un équilibre dans l'examen des problèmes relatifs aux droits de l'homme, a-t-il conclu.

M. ADEL AHMED AL-JUBEIR, Ministre des affaires étrangères de l'Arabie saoudite, a rappelé que son pays fut l'un des signataires de l'acte de création de l'ONU. Il a regretté le fait que la question palestinienne figure toujours, depuis des décennies, au titre des questions examinées par l'ONU, et cela en dépit de nombreuses résolutions adoptées à la fois par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité. Il a appelé à trouver une solution à cette question, notamment par la création d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem-est comme capitale.

Le Ministre a en outre déploré les affres de la crise syrienne, regrettant que la communauté internationale soit impuissante face à ce désastre. Il a indiqué que le Président Bashar Al-Assad a une responsabilité dans cette crise, et qu'il est hors de question qu'il soit associé à une quelconque transition politique, encore moins tous ceux qui ont du sang sur les mains en Syrie.

Il s'est ensuite vanté des actions de la Coalition militaire au Yémen, se félicitant qu'elles aient permis de libérer Aden, à la demande des autorités légitimes qui ont été chassées par le coup d'État des Houthis. Il a appelé à une solution politique se fondant sur les initiatives du Conseil de coopération du golfe. Les Houthis font bien sûr partie du tissu social du Yémen, mais que cela ne leur donne pas le droit de déstabiliser le pays, a dit le Ministre qui a également accusé certaines parties de vouloir déstabiliser le pays en faisant entrer illégalement des armes au Yémen.

Le Ministre a par ailleurs rappelé que l'Arabie saoudite est l'un des premiers pays à avoir plaidé en faveur d'un Moyen-Orient exempt d'arme de destruction massive. Il a salué l'accord sur le programme nucléaire iranien et exprimé la volonté de son pays d'avoir de bonnes relations avec l'Iran, « sur la base d'un respect mutuel ». Il a aussi invité l'Iran à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des autres États. Il a par ailleurs rappelé que son pays a été parmi ceux qui ont été affectés par le terrorisme, dénonçant par la même occasion la volonté des terroristes d'invoquer l'Islam pour justifier leurs crimes.

M. RIMBINK PATO, Ministre des affaires étrangères et de l'immigration de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a déploré les nombreux conflits qui ont cours à travers le monde, rappelant aussi que son pays contribue aux opérations de maintien de la paix au Soudan du Sud et au Darfour. Il a indiqué que la crise migratoire internationale affecte la Papouasie-Nouvelle-Guinée, car le pays a accueilli de nombreux réfugiés et demandeurs d'asile depuis son indépendance. Il a déclaré que son pays collabore avec l'Australie pour faire face à cette crise, notamment par l'ouverture d'un centre de traitement des demandes d'asile pour l'Australie sur leur sol.

Le Ministre a par ailleurs salué l'adoption, en mars dernier, du Cadre d'action de Sendai sur la réduction des risques de catastrophe, expliquant que ce fait est d'autant plus important au vu de l'augmentation du nombre des catastrophes naturelles dues aux changements climatiques dans la région du Pacifique. Il a aussi fait part du soutien de la Papouasie-Nouvelle-Guinée aux réformes du Forum des îles du Pacifique, dont le Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique, afin de promouvoir davantage la coopération, l'intégration et la connectivité régionales. Il a déclaré que dans cette optique, son pays s'est engagé à débloquer 100 millions de dollars, pour la période 2014-2018, dans le cadre de son programme de sensibilisation régional, et pour soutenir les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique dans des domaines tels que le développement, la gouvernance, l'éducation, la santé, le renforcement des capacités, les changements climatiques et l'assistance en cas de catastrophe naturelle. Il a en outre fait mention de l'importance, pour les pays de la région, de la gestion durable des ressources de l'océan Pacifique.

M. Pato a ensuite insisté sur le fait que les changements climatiques posent des dangers imminents dans la région du Pacifique. Il a affirmé que la « loi sur la gestion des changements climatiques » adoptée par son pays, la première initiative du genre dans les îles du Pacifique, permet de consacrer des fonds nécessaires et de prendre des mesures adéquates pour atténuer les effets des changements climatiques et s'y adapter. Il a émis le vœu que la Conférence de Paris permettrait d'arriver à un accord juridiquement contraignant, avertissant que les petits États insulaires du Pacifique sont exposés à des déplacements forcés de populations à cause des inondations. Les inquiétudes de la région sont résumées dans la Déclaration des dirigeants du Forum des îles du Pacifique, faite récemment à Port Moresby.

Droits de réponse

Le représentant du Pakistan a déclaré que les arguments de l'Inde pour justifier son occupation du Jammu-et-Cachemire contredisent les faits historiques. Des organisations indépendantes des droits de l'homme ont confirmé l'existence de plus de 6 000 fosses communes anonymes. Le représentant pakistanais a plutôt conseillé à l'Inde de retirer ses troupes et de laisser le peuple du Jammu-et-Cachemire décider de son propre avenir. Il a aussi appelé à l'organisation d'un référendum et à un règlement durable de ce différend. L'Inde, qui prétend

vouloir négocier, a pourtant posé des conditions préalables « inacceptables » pour le Pakistan. Alors que le monde entier s'est soudé contre le terrorisme, l'Inde soutient unilatéralement le terrorisme au Pakistan. Aujourd'hui même, le Pakistan a remis au Secrétaire général de l'ONU des dossiers qui montrent l'implication des organes de sécurité indiens dans des actes terroristes, a indiqué le représentant du Pakistan.

Son homologue de la République islamique d'Iran a regretté que le représentant du « régime sioniste » ait déployé, une fois de plus, son « écran de fumée » pour masquer ses propres agissements. Israël et ses alliés continuent à maintenir la Palestine sous occupation, en réprimant la résistance dans tous les territoires occupés. Le régime israélien gagne à attiser les tensions régionales et a tout fait pour empêcher la conclusion de l'accord nucléaire avec l'Iran. La représentante iranienne a dit avoir pris comme « une insulte » l'attitude d'Israël à la tribune de l'Assemblée générale.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.